

Criquets pèlerins : Chronique d'une catastrophe

Le 18 août dernier, le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf et l'actuel président de la Commission de l'Union africaine, Alpha Oumar Konaré, ont séjourné dans notre pays dans le cadre de la stratégie de lutte contre les criquets pèlerins. Une visite qui a eu lieu après la réunion d'Alger du 27 juillet dernier, où neuf pays du Maghreb et du Sahel s'étaient rencontrés pour mettre en place une stratégie commune de lutte contre le fléau acridien.

C'est dans la région du sud-ouest de la Mauritanie, au Trarza, aux environs de Taguilalet (Moughataa de Méderdra), qu'un important site de reproduction a été signalé, peuplé de millions de larves.

L'urgence déclenchée par la vue du spectacle, explique le point de presse organisé au pied levé sur les lieux. Pour le Directeur général du FAO, Jacques Diouf, la situation est très grave et, si elle n'est pas prise à bras-le-corps pour éradiquer le mal, elle débouchera sur une catastrophe certaine. Les conditions écologiques favorisent la multiplication de ces populations acridiennes qui constituent une menace, non seulement pour la Mauritanie, mais pour toute la région ouest-africaine. À l'état actuel, la Mauritanie constitue le foyer à partir duquel le mal va s'étendre vers les pays limitrophes. D'où l'urgence d'une action efficace, concentrée sur la Mauritanie afin de juguler le mal.

Moyens limités

La tâche qui se présente pour le pays est énorme et les moyens dont il dispose, dérisoires. À l'état actuel, le pays est totalement envahi. Depuis le 13 Août, des essaims venus de l'Afrique du nord, signalés par le F.A.O. ont déjà semé la désolation au Tiris Zemmour, en Adrar, en Inchiri et à Nouakchott. Évoluant vers le sud, les conditions écologiques ont favorisé les accouplements et la maturation des larves qui ont constitué d'importantes bandes composées de larves des stades 1 à 3, causant par la suite d'important dégâts aux cultures et aux pâturages dans le Trarza, le Brakna et le Guidimagha. À l'Est, des bandes de larves au stade 4, ont été signalés à cette époque. Les premières pluies ont coïncidé avec leur maturation.

Les services spécialisés se sont mis à la tâche. Du 1er au 10 Août,

6.029 ha ont été traités. Mais l'ampleur de l'envahissement et l'étendue des espaces infestés rendaient les efforts pratiquement nuls. Aujourd'hui, le FAO signale qu'un million six cent mille (1.600.000) ha ont été envahis. Tout le pays du sud à l'est. Une enveloppe de 20 millions de dollars et une importante logistique est désormais nécessaire pour faire face à la situation. La Mauritanie ne dispose pour le moment que de deux millions de dollars, une vingtaine de voitures de pulvérisation et un avion.

Cris dans le désert

Pourtant, dès septembre 2003, le FAO a lancé un cri d'alarme, faisant état de foyers importants de reproduction d'essaims de criquets pèlerins qui risquent d'envahir la sous-région à partir de la Mauritanie, principal foyer des larves. À cette époque, l'organisation onusienne avait précisé qu'il fallait 9 millions de dollars U.S. - dont 6 affectés à la Mauritanie - pour venir à bout du fléau. La surface ainsi infestée était relativement restreinte. En juin 2004, un autre SOS était lancé. Du coup, les besoins ont bondi à 18 millions, alors que seuls 9 millions avaient été disponibilisés; le 27 juillet, lors de la réunion d'Alger, on réclamait 80 millions et le 19 Août dernier, lors du passage du Directeur général du, il a annoncé qu'au stade actuel, il en fallait plus de 100 millions. Et le mal s'étend vers le Sénégal, la Gambie, le Mali, le Tchad...

Volonté politique

Cette année, les dispositions techniques et stratégiques mises en place par le et les pays partenaires, permettent une plus grande efficacité dans les interventions. L'ancienne approche sectorielle consistait à renforcer les capacités nationales des pays dans leurs luttes contre les prédateurs et autres calamités environnementales. Une stratégie qui

a montré ses limites dans la mesure où les pays n'ayant pas les mêmes capacités, les plus faibles constituaient une perpétuelle menace pour les autres.

Dans le cadre de sa nouvelle politique, le Fonds alimentaire mondial a mis en place le programme EMPRES qui prévoit une approche associative de prévention et de lutte contre le criquet pèlerin. Ce programme agit en tant que coordination entre les différentes institutions nationales et régionales pour pérenniser les actions en les situant dans un cadre global de concertation et d'aides mutuelles entre les différents pays concernés. C'est dans le cadre de cette prévention que les appels ont été lancés; dans ce cadre aussi, les pays maghrébins

plus nantis, ont fournis une aide substantielle aux pays du Sahel - dont la Mauritanie - dans l'actuelle lutte contre le fléau acridien.

Pour la circonstance, ce qui a manqué c'est, comme l'a soutenu le président de la Commission de l'Union Africaine, Alpha Omar Konaré "la volonté politique" de faire bouger les choses. L'acquisition des fonds nécessaires pour mener à bien cette lutte, dépend des efforts politiques que les différents gouvernements devaient consentir à l'endroit de leurs partenaires. Cette absence est à l'origine, pour une grande part, de la situation actuelle. A ce sujet, il a ajouté que "l'Union africaine peut apporter un soutien financier et un appui politique sous forme de plaidoyer pour compléter le tra-

vail de surveillance et d'études du Fonds alimentaire mondial". En plus, il a suggéré la création, au niveau de l'Union africaine, de fonds permanents disponibles pour les interventions en cas de catastrophes de ce genre. Toutes choses qui n'ont pas manqué de susciter l'enthousiasme du Directeur général du qui s'est dit "heureux de constater que pour la première fois, un haut responsable politique, tel que le président de la Commission de l'UA se déplace, non pour un conflit armé, mais pour soutenir une lutte contre les fléaux naturels".

Envoiyé spécial à Mederdra et Rosso
A.F.